



MEDIA BRIEF

L'Amérique latine et les Caraïbes se concentrent sur l'urbanisation et la gestion de la faune.

Nairobi, 25 octobre: Les villes surpeuplées et la disparition de la faune en Amérique latine et dans les Caraïbes sont des priorités que la région doit traiter afin d'obtenir une sécurité environnementale dans un monde périlleux, avertit l'ONU.

Et un futur durable exigera des efforts supplémentaires pour construire une société moins inégale : la région a les inégalités de revenus les plus élevées du monde et 39% des familles urbaines vivent sous le seuil de pauvreté.

Ces avertissements figurent dans le rapport Global Environment Outlook 4, *GEO-4*, le plus récent d'une série de rapports phares du Programme des Nations Unies pour l'environnement, basé à Nairobi. *GEO-4* est publié 20 ans après que la Commission mondiale pour l'environnement et le développement (la Commission Brundtland) ait produit son rapport séminal, *Notre futur commun*. *GEO-4* décrit les changements intervenus depuis 1987, évalue l'état actuel de l'atmosphère mondial, la terre, l'eau et la biodiversité, et identifie les priorités d'action.

GEO-4 salue les progrès du monde dans le traitement de certains problèmes relativement simples, l'environnement étant aujourd'hui beaucoup plus présent dans les politiques partout dans le monde. Mais malgré ces avancées, certains problèmes persistent pour lesquels les mesures et les arrangements institutionnels actuels se sont systématiquement montrés insuffisants et pour lesquels des solutions sont encore en cours d'élaboration. Le fait de ne pas traiter ces problèmes persistants peut selon le PNUE anéantir tous les progrès accomplis pour les questions plus simples et menacer la survie même de l'humanité. "Aucun des problèmes majeurs soulevés dans *Notre futur commun* ne connaît de prévisions d'évolution favorables." Mais il insiste : "L'objectif n'est pas de présenter un scénario catastrophe, mais un appel urgent à l'action."

Et *GEO-4* indique que le bien-être de milliards de personnes dans le monde en développement est menacé, car des problèmes relativement simples n'ont pas été résolus alors qu'ils ont été traités avec succès ailleurs.

Selon le rapport, le monde entier vit bien au dessus de ses moyens. La population humaine est désormais si importante que "la quantité de ressources nécessaires pour la faire vivre dépasse les ressources disponibles... l'empreinte de l'humanité est de 21,9 hectares/personne, alors que la capacité biologique de la Terre est, en moyenne, seulement de 15,7 ha/personne..."

Pour l'Amérique latine et les Caraïbes, selon *GEO-4* le plus grand défi est peut-être de concevoir des politiques visant une gestion durable des ressources naturelles et sociales.

L'environnement n'a pas encore reçu le statut prioritaire qu'il exige. Assurer le respect des accords environnementaux internationaux est un défi majeur.

GEO-4 note que Gro Harlem Brundtland, l'ancien Premier Ministre norvégien qui présida la Commission de 1987, a écrit en 1995 : "Le coût de la pauvreté, en terme de souffrance humaine, de gâchis de ressources humaines et de dégradation de l'environnement, a été grossièrement négligé." Et le rapport indique que les gouvernements reconnaissent de plus en plus comment la gestion environnementale est étroitement liée à la pauvreté et à l'inégalité.

Ce rapport est le premier rapport *GEO* dans lequel les sept régions soulignent les effets potentiels du changement climatique. *GEO-4* déclare que le changement climatique est une "priorité mondiale" exigeant une volonté et un leadership politiques. Il relève cependant un "manque remarquable d'empressement" et une réponse mondiale "terriblement inadéquate".

Les priorités principales pour l'Amérique latine et les Caraïbes sont la croissance urbaine, les

www.unep.org/geo/geo4/



menaces pour la biodiversité, les dégâts côtiers et la pollution marine, et la vulnérabilité au changement climatique.

L'Amérique latine et les Caraïbes ont une diversité biologique très élevée. L'Amazonie contiendrait à elle seule environ la moitié de la biodiversité mondiale. Cette immense biodiversité est menacée par la perte des habitats, la dégradation de la terre, les changements d'utilisation de la terre, la déforestation et la pollution marine. Mais les zones protégées (selon la classification de l'IUCN) couvrent désormais environ 10,5% de la terre, et les taux de déforestation annuelle dans l'Amazonie diminuent. De nouveaux efforts de protection sont entrepris, notamment la création du corridor biologique mésoaméricain du Mexique du sud au Panama.

La région est également dotée d'une grande diversité culturelle, on estime que plus de 400 groupes indigènes différents vivent dans la région. Ces groupes et leurs savoirs traditionnels sont menacés par un marché mondial de plus en plus homogène. Les savoirs traditionnels ont prouvé qu'ils étaient d'une grande valeur, par exemple récemment pour la bioprospection et la biotechnologie, et dans certains cas conduit à ce qui est aujourd'hui reconnu comme une gestion environnementale durable. La région a fortement besoin d'une compréhension profonde de ce type de connaissances, avec leur potentiel d'approches durables, et d'un système de propriété intellectuelle adéquat.

La région contient 23,4% de la forêt mondiale mais elle la perd rapidement. Le commerce, l'urbanisation non planifiée et le manque de planification pour l'utilisation de la terre entraînent sa transformation en pâturage et en monocultures destinées à l'exportation et à la production de biocarburants.

La déforestation affecte également la quantité et la qualité de l'eau, entraînant une érosion supplémentaire du sol. Elle nuit à la biodiversité et constitue une source importante d'émissions de gaz à effet de serre.

Mais il y a de bonnes nouvelles. La prévention intégrée et des programmes de contrôle ont pratiquement fait baisser de moitié la déforestation dans l'Amazonie depuis 2004 à 13 100 kilomètres carrés en 2006. Le Paraguay, qui jusqu'en 2004 avait l'un des taux de déforestation les plus élevés, l'a fait baisser de 85% dans ses régions de l'Est.

La dégradation de la terre, causée principalement par l'eau et dans certains endroits par l'érosion due au vent, affecte gravement l'Amérique latine et les Caraïbes, mais de façon inégale. 15,7% de la région sont touchés par la dégradation de la terre, avec 26% de la terre dégradée au Mexique et en Amérique centrale (Mésio-amérique) et 14% en Amérique du Sud.

Les côtes sont largement touchées, pratiquement un tiers de la côte en Amérique du Nord et centrale et environ la moitié de ce chiffre en Amérique du Sud sont modérément ou gravement menacés par les impacts du développement.

Les événements climatiques extrêmes ont augmenté au cours des 20 dernières années en Amérique latine et dans les Caraïbes : le nombre, la fréquence, la durée et l'intensité des tempêtes tropicales nord-atlantiques et des ouragans en sont un exemple. Les problèmes économiques augmentent, en partie car plus de personnes sont menacées. Le manque de capacités d'adaptation et de systèmes d'observation et de contrôle, la construction de cadres politiques, institutionnels et technologiques appropriés, freinent la capacité de la région à atténuer et à s'adapter au changement climatique.

Des épidémies jadis contrôlées sont en train de refaire surface, sous l'effet de la hausse des températures, des modifications de l'usage de la terre et des précipitations et de la baisse des dépenses de santé. Les maladies à vecteur, telles que la malaria, la dengue, la fièvre jaune et la peste bubonique posent désormais un plus grand risque.

Selon *GEO-4*, le futur sera largement déterminé par les décisions que les individus et la société prennent actuellement : "Notre futur commun dépend de nos actions aujourd'hui, pas demain ou à un moment du futur". Une définition étroite de la sécurité pour certains risque d'entraîner plus de risques pour tous.

Pour certains des problèmes persistants, les dégâts peuvent déjà être irréversibles. *GEO-4* avertit que s'attaquer aux causes sous-jacentes des pressions environnementales affecte souvent les intérêts de groupes puissants capables d'influencer les décisions politiques. La seule façon de traiter ces problèmes plus difficiles exige de déplacer l'environnement depuis la périphérie vers le centre du processus de prise de décision : l'environnement pour le développement, et non un développement obtenu au détriment de l'environnement.

fin



Notes aux rédacteurs

GEO-4 est produit et publié par la Division de l'alerte rapide et de l'évaluation du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Il est disponible à l'adresse www.unep.org/geo/geo4/

Pour obtenir plus d'informations, merci de contacter :

Global Environment Outlook (GEO) Section
Division of Early Warning and Assessment (DEWA)
United Nations Environment Programme (UNEP)
P.O. Box 30552 Nairobi, 00100, Kenya
Tél : +254-20-7623491 • Fax : +254-20-7623944
Email : geo.head@unep.org • Internet: www.unep.org/geo

Situation régionale

Entre 1990 et 2004, le PIB de la région a augmenté d'environ 2,9% par an, à un rythme sensiblement plus faible que dans les autres régions en développement et bien en dessous des 4,3% nécessaires pour atteindre l'objectif du Millénaire pour le développement visant à réduire la grande pauvreté.

La pollution atmosphérique urbaine reste un problème. Seuls 14% des égouts de la région sont adéquatement traités et en 2004 environ 127 millions de personnes (sur environ 560 millions) n'avaient toujours pas accès à une eau et à un assainissement adéquats.

La production mondiale de biocarburant devrait selon les prévisions passer de 20 millions de tonnes équivalent pétrole en 2005 à 92 millions en 2030. La couverture forestière dans la région est menacée en raison de la transformation des forêts en pâturages pour le bétail et en monocultures également utilisées pour produire du biocarburant. Et selon le rapport, sans une amélioration significative de la productivité des cultures destinées au biocarburant "parvenir à répondre à 100% de la demande en carburants avec des biocarburants est clairement impossible".

La désertification causée par la déforestation, le surpâturage et une irrigation inadéquate, affecte 25% de la région, la salinisation constitue un problème dans certaines régions et l'intensification agricole épuise les nutriments. Seuls 12,4% de la terre agricole de la région n'a pas de limites de fertilité.

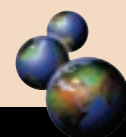
Les menaces contre les eaux marines incluent les déversements d'eaux d'égouts non traitées, la pollution pétrolière, l'écoulement agrochimique, la pollution liée aux transports maritimes, aux déchets dangereux et aux métaux lourds, la surpêche, et l'introduction d'espèces étrangères.

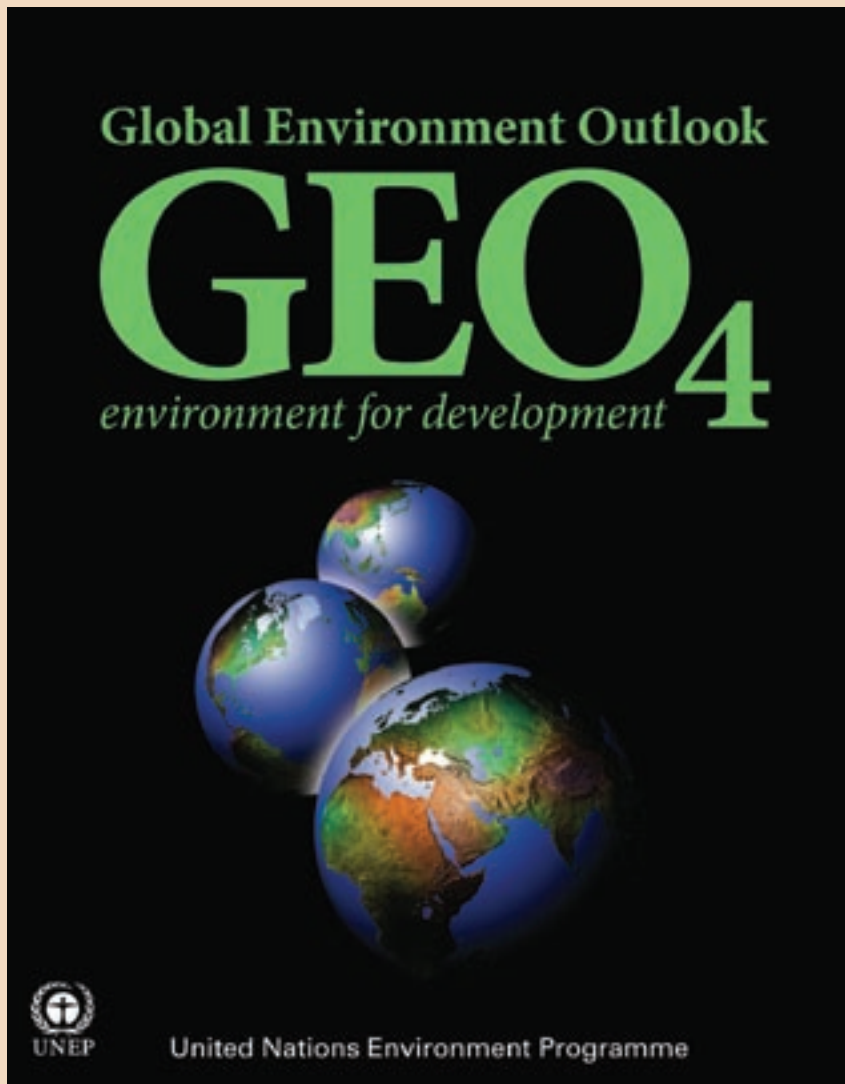
Dans les Caraïbes, 61% de la surface du récif corallien est menacée par les sédiments, la pollution et la surpêche. Les nappes phréatiques côtières sont contaminées dans toute la région. Le choléra et autres maladies hydriques augmentent dans les zones côtières.

La contribution de la région au changement climatique est faible, légèrement supérieure à 5% des émissions mondiales de CO2 pour un peu plus de 8% de la population mondiale.

Entre 2000 et 2005, les sécheresses ont causé des pertes économiques graves pour plus de 1,23 millions de personnes dans certaines parties de la région.

Le glacier Antisan en Équateur a diminué huit fois plus vite dans les années 1990 qu'au cours des décennies précédentes. En Bolivie le glacier Chacaltava a perdu plus de la moitié de sa superficie depuis 1990.





L'Avenir de l'environnement mondial (Global Environment Outlook ou GEO) est la série de rapports et d'évaluations phares du PNUE. Quatrième rapport de la série, GEO-4 fournit une vue d'ensemble de l'état et des tendances mondiales et régionales dans le domaine environnemental, social et économique. Il souligne les interconnexions, les défis et opportunités que l'environnement crée pour le développement et le bien-être humain. Ce rapport établit également des prévisions, en utilisant quatre scénarios pour explorer le futur plausible jusqu'à l'année 2050, ainsi que les options politiques pour traiter les questions environnementales actuelles et émergentes.

Pour toutes les questions média, merci de contacter Nick Nuttall, Porte-parole du PNUE, au numéro de téléphone : +254 733 632755, portable en déplacement + 41 79 596 57 37, Email: nick.nuttall@unep.org

Rody Onate Zuniga, Regional Information Officer, Regional Office for Latin America and the Caribbean (ROLAC), Clayton, Ciudad del Saber, Avenida Morse, Edificio 103, Corregimiento de Ancón - Ciudad de Panamá, PANAMÁ
Tel: (507) 305-3164 (directo), Email: rody.onate@pnuma.org

Le rapport GEO-4 peut être téléchargé à l'adresse www.unep.org/geo/geo4/ et sur le site du distributeur officiel du PNUE : <http://www.earthprint.com/go.htm?to=DEW0962NA> Les demandes d'information des clients peuvent être adressées à : customerservice@earthprint.com